

**UNE EUROPE PLUS  
JUSTE POUR LES  
TRAVAILLEURS ET  
TRAVAILLEUSES**

PROGRAMME CES  
POUR LES ÉLECTIONS  
EUROPÉENNES  
DE 2019

- 1.** Les **élections européennes – 23-26 mai 2019** – seront décisives pour les travailleurs et travailleuses. Le nouveau Parlement européen qui sera élu en mai fera de l'Union européenne un meilleur endroit ou, à l'inverse, il minera la collaboration européenne développée depuis de nombreuses années.
- 2.** La Confédération européenne des syndicats (CES), avec ses quelques 45 millions de travailleurs affiliés à 90 syndicats dans 38 pays, a la conviction qu'une Europe plus juste est possible pour les travailleurs et travailleuses, une Europe basée sur la **démocratie** et la **justice sociale, des emplois de qualité et des salaires plus élevés ainsi que des transitions socialement justes et équitables** vers une économie numérique à bas-carbone. Ceci devrait constituer la base d'un nouveau contrat social pour l'Europe.
- 3.** Des négociations collectives - entre les syndicats et les employeurs - plus fortes et plus répandues, le dialogue social et la participation des travailleurs et travailleuses dans tous les pays de l'Union européenne sont autant d'éléments essentiels pour parvenir à une **Europe plus juste** et à plus de **démocratie**.
- 4.** La CES appelle tous les affiliés et tous les citoyens à **voter** lors des élections européennes et à voter pour des partis et candidats qui soutiendront nos revendications syndicales et travailleront à un meilleur avenir pour les femmes et les hommes, les jeunes et les personnes âgées en Europe.

## LA CRISE A LAISSÉ DE PROFONDES CICATRICES

- 5.** La crise a laissé de profondes cicatrices chez les travailleurs et travailleuses. Les salaires de nombreux travailleurs valent moins aujourd'hui qu'il y a dix ans. On a sabré dans les services publics et les droits des travailleurs ont été réduits. La légère reprise économique et le chômage en baisse n'ont pas encore profité à de nombreux travailleurs.
- 6.** Les travailleurs et travailleuses sont évidemment désabusés. De plus en plus d'inégalités, l'absence d'emplois stables et bien rémunérés, une mondialisation dérégulée, l'absence d'une approche juste et coordonnée de l'UE face à la migration et au changement climatique ont engendré incertitude et peur. L'Union européenne est confrontée à un mouvement d'opposition contre l'austérité et la dérégulation, qui ont aggravé la crise pour les travailleurs et travailleuses, les pensionnés et les jeunes. Ces éléments ont alimenté la montée du nationalisme et des forces anti-européennes et d'extrême-droite.

# UNE EUROPE PLUS JUSTE POUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

- 7.** Le changement est possible. L'Europe peut être une force pour le progrès social. Le nationalisme n'apporte aucune solution aux problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui – ni au pouvoir monopolistique ou à l'évasion fiscale des multinationales, aux bas salaires et à la pauvreté, au changement climatique, à la pollution ou à la lutte contre le terrorisme. Ensemble, l'Union européenne et les Etats membres, ont le pouvoir de garantir que nous obtenions tous une part juste de la richesse que nous contribuons à générer.
- 8.** La CES a poussé durement les dirigeants de l'Union européenne à changer de politiques et nous voyons déjà quelques améliorations. Après une forte pression des syndicats, l'UE a développé un nouveau plan d'investissement, adopté un « socle européen des droits sociaux », formulé de nouvelles initiatives législatives pour de meilleures conditions de travail et fait quelques progrès concernant des politiques économiques plus durables. Ces changements sont importants, ils ne sont toutefois pas suffisants et l'UE doit aller beaucoup plus loin. Il faut parvenir à un nouveau « contrat social » offrant à tous les citoyens une société plus juste et plus égale, avec de véritables opportunités pour tous.

## DÉMOCRATIE

- 9.** **La démocratie est menacée par les extrémismes** – au sein de l'UE, à nos frontières et au-delà. La CES appelle l'UE à entreprendre des actions pour défendre la démocratie et les principes démocratiques, les droits des syndicats et les droits des femmes, pour préserver l'Etat de droit, appliquer la tolérance zéro face aux discours de haine, améliorer la participation démocratique et préserver les droits des personnes, des syndicats et de la société civile de mener campagne pour l'intérêt public.
- 10.** La démocratie doit aller plus loin que le vote et aller de pair avec une véritable implication dans les décisions politiques et une **participation démocratique** dans la société et sur le lieu de travail. Les gouvernements nationaux doivent arrêter de reprocher à l'Union européenne les mauvaises décisions que les gouvernements ont imposées en dehors du processus décisionnel démocratique proprement UE.
- 11.** Un **dialogue social** sain et des **négociations collectives** efficaces, particulièrement au niveau sectoriel, sont des outils essentiels de la démocratie économique et sociale. Le droit pour les travailleurs et travailleuses d'être informés, consultés et de participer aux changements sur les lieux de travail doit être renforcé, en ce compris via les comités d'entreprise européens.
- 12.** L'UE doit intégrer un protocole de progrès social dans le Traité de l'UE, pour que les droits sociaux aient la préséance sur les libertés économiques.

# DES EMPLOIS DE QUALITÉ ET DES SALAIRES PLUS ÉLEVÉS

**13.** L'Europe a besoin de **nouvelles politiques économiques** pour stimuler la croissance qui bénéficiera à tous, non à quelques-uns seulement. Des réformes économiques progressistes et durables doivent être mises en œuvre, rendant la politique économique de l'UE (le Semestre européen) juste et plus sociale, relançant les investissements publics et privés, créant des outils pour protéger les travailleurs et travailleuses des crises et chocs économiques. Les réformes du budget de l'UE, l'Union monétaire et l'élaboration de la politique économique doivent garantir que la justice sociale accompagne la compétitivité économique.

**14.** Une fiscalité plus équitable et plus progressive est nécessaire pour redistribuer la richesse, financer les services publics et la protection sociale et s'attaquer aux problèmes sociaux causés par la mondialisation, la décarbonisation et la digitalisation. Une fiscalité efficace doit prévenir l'évasion et la fraude fiscales et veiller à une imposition adéquate et égale des sociétés.

**15.** **Tous les travailleurs et travailleuses d'Europe méritent une augmentation salariale**, pour réduire les écarts salariaux et stimuler croissance et compétitivité durables. Nous avons besoin d'une meilleure distribution de la richesse et d'une convergence des salaires à la hausse pour réaliser la justice sociale et s'attaquer aux inégalités croissantes. Il est inacceptable que les bénéfices et la productivité ne soient pas redistribués aux travailleurs qui les ont générés, plus particulièrement dans les pays à bas salaire massivement touchés par le phénomène de la fuite des cerveaux qui crée la désillusion par rapport à l'Union européenne. Un travail de la même valeur devrait être payé de la même manière partout en Europe, dans tous les secteurs, aussi bien pour les femmes que pour les hommes.

**16.** La solution – pour augmenter les salaires et parvenir à un meilleur niveau de vie et de meilleures conditions de travail pour tous - ce sont les **négociations collectives** : des négociations entre employeurs et syndicats pour des salaires et des conditions de travail justes, particulièrement au niveau sectoriel, dans tous les secteurs et dans chaque pays. Ceci nécessite une législation nationale et européenne pour renforcer la capacité et la force des interlocuteurs sociaux, pour permettre la négociation et la mise en œuvre de conventions collectives et pour élargir leur couverture parmi les travailleurs et travailleuses.

## TRANSITIONS JUSTES

**17.** Les transitions parallèles vers une **économie bas-carbone et numérique** doivent être gérées de façon à ce que personne ne reste sur la touche. Nous avons besoin d'une nouvelle politique industrielle européenne pour créer de nouveaux emplois et de nouvelles opportunités et pour garantir que la compétitivité de l'UE et le droit des sociétés n'impliquent pas que les droits sociaux, les droits des travailleurs et des syndicats soient bafoués. Plus de démocratie sur le lieu de travail devrait aussi contribuer à réaliser des changements socialement justes.

**18.** Ceci signifie qu'il faut anticiper les changements et aider les travailleurs et travailleuses qui subissent des **perturbations et des transformations dans leur emploi** à la suite de la décarbonisation, la digitalisation, l'automatisation et la mondialisation. Les travailleurs et travailleuses doivent avoir leur mot à dire sur la façon dont les emplois changent et être fortement soutenus quand les emplois sont menacés, par des investissements publics et privés, le dialogue social et les négociations collectives, et des politiques de formation adéquates.

**19.** Ceci signifie qu'il faut garantir que tous les travailleurs et travailleuses **ayant un contrat précaire ou non-standardisé**, occupés dans l'économie de plate-forme ou de petits boulots ainsi que dans des secteurs plus traditionnels, y compris les travailleurs et travailleuses indépendants, puissent avoir un salaire décent, un accès égal à une protection sociale adéquate et les mêmes droits que les autres travailleurs, en particulier le droit de s'affilier à un syndicat et le droit à la négociation collective.

## JUSTICE SOCIALE

**20.** L'UE doit reconstruire son **modèle social**, en mettant pleinement en œuvre le **socle européen des droits sociaux** aux niveaux national et européen. Ceci doit inclure le droit à un enseignement de qualité et à l'apprentissage tout au long de la vie, à la santé et la sécurité au travail, à l'égalité des genres, à un équilibre vie privée – vie professionnelle et à des services publics de bonne qualité. L'accès à des systèmes de protection sociale adéquats, à des pensions correctes, aux logements et aux services sociaux doit être garanti pour tous, sur base égale en termes de contributions et de bénéficiaires. Tout ceci doit se faire par l'implication des travailleurs et travailleuses et de leurs syndicats à tous les niveaux.

**21.** **La migration** doit être gérée de façon telle que les droits humains soient protégés, que toutes les personnes bénéficient d'un traitement égal, au travail et dans la société, et que l'exploitation cesse. Nous devons travailler ensemble dans toute l'Europe à l'intégration et l'inclusion des migrants, pour le bénéfice de tous. Une mobilité juste doit être garantie à tous les travailleurs et travailleuses de l'UE et de pays tiers, et la lutte contre le dumping social doit être une priorité.

**22.** **Les politiques commerciales et de mondialisation de l'UE** doivent être plus justes et donner davantage la priorité aux droits sociaux plutôt que de servir uniquement les intérêts des multinationales. L'UE doit contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies – notamment les éléments suivants : pas de pauvreté, du travail décent, la réduction des inégalités et l'égalité de genre - en Europe et dans le reste du monde et ces objectifs doivent donner forme à toutes les politiques européennes – « internes » et internationales.

## 23.

L'UE devrait travailler au renforcement de l'engagement mondial dans la coopération internationale, en soutenant particulièrement la démocratie au sein de l'OIT et des Nations Unies, rendre d'autres organismes internationaux plus démocratiques et promouvoir la justice sociale.

EUROPEAN TRADE UNION CONFEDERATION



**WWW.ETUC.ORG**

